

TECHNOLOGIE, TECHNOCRATIE ET RÉSISTANCES PAYSANNES

[Silvia Pérez-Vitoria](#)

Editions Le Bord de l'eau | « Écologie & politique »

2020/2 N° 61 | pages 45 à 59

ISSN 1166-3030

ISBN 9782356877420

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2020-2-page-45.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Le Bord de l'eau.

© Editions Le Bord de l'eau. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Technologie, technocratie et résistances paysannes

Silvia Pérez-Vitoria

Les techniques agricoles ont la spécificité d'intervenir directement sur le vivant : la terre et ses micro-organismes, les insectes, les animaux, et ainsi de modifier les systèmes biologiques et les écosystèmes de façon durable. Elles ont aussi, au cours de l'histoire, considérablement changé les rapports des paysans avec leur travail et donc la nature même de l'agriculture. Les conséquences sur le plan écologique, économique, social et politique ont été considérables. Les déséquilibres qui en ont résulté ont donné lieu à des résistances qui s'inscrivent plus largement dans la nécessité de retrouver des formes d'autonomie.

MODERNISATION AGRICOLE

Pendant des milliers d'années, les changements techniques intervenus dans l'agriculture ont été le fait de ceux qui y travaillaient : multiplication des semences, domestication des animaux, travail des sols, création et amélioration des outils de travail, pratiques culturelles... Observation, empirisme, expérimentation, échanges, comparaisons, transmissions étaient les moyens utilisés pour produire des innovations. Toutes se faisaient *in situ*, au plus près des conditions écologiques dans lesquelles ces techniques devaient être utilisées. Elles se sont révélées efficaces puisque nous avons hérité d'une riche biodiversité cultivée et non cultivée, d'une immense variété de semences, de sols riches et d'une nourriture suffisante et de qualité.

C'est à partir du XIX^e siècle, parallèlement à la révolution industrielle, que commence la modernisation de l'agriculture. Elle se concentre principalement en Europe du Nord-Ouest et en Amérique du Nord. Les premiers objectifs recherchés étaient de libérer de la main-d'œuvre et de fournir des aliments bon marché pour assurer le processus d'industrialisation. Elle s'est opérée en plusieurs vagues. La mécanisation agricole a permis de réduire le travail humain, d'accroître les surfaces cultivées et de contribuer à la prolétarianisation de la paysannerie. Elle s'est également accompagnée du remplacement de l'énergie humaine et animale par l'énergie fossile. L'utilisation des produits chimiques (en grande partie issus, comme les machines agricoles, des recherches menées au service des industries d'armement), pour fertiliser les sols et lutter contre les maladies des plantes et des animaux, et la génétique qui, par des manipulations,

ont permis de faire émerger de « nouvelles » semences de plantes et des races transformées d'animaux ont été des secteurs clés de cette modernisation. C'est surtout après la seconde guerre mondiale, avec l'ère du développement¹, que l'industrialisation agricole a pris son essor. Au-delà de leur propre reconstruction, les pays dits « industrialisés » se sont attribués le devoir de nourrir le reste du monde. Cela a permis de justifier un productivisme agricole sans limite toujours d'actualité. Les organisations internationales, et en premier lieu l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), vont mettre en place des programmes destinés à renforcer la « modernisation » des petits producteurs des pays dits « sous-développés ». Les années 1960 constituent un tournant avec la révolution verte qui voit l'émergence de semences hybrides, qui demandent un cocktail de produits chimiques pour être utilisables et que les paysans sont contraints de racheter chaque année. Pour l'agriculture, la libéralisation des échanges se produit plus tardivement que pour d'autres secteurs économiques. Alors que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) se met en place en 1947, ce n'est qu'en 1986 que les échanges agricoles sont libéralisés. En effet, les États considéraient que l'alimentation était stratégique et ne devait pas être laissée aux marchés. Mais les excédents des pays du Nord nécessitaient des débouchés que leur a donnés l'ouverture des marchés. Il en est résulté une accélération de l'industrialisation avec une spécialisation accrue et l'accent mis sur les cultures d'exportation, au détriment des cultures vivrières. Plus récemment, de nouveaux secteurs, les biotechnologies, la géolocalisation, le big data, ont investi l'agriculture. On parle d'agriculture connectée.

L'agriculture est devenue un maillon dans une chaîne industrielle qui va des industries amont (matériel agricole, intrants chimiques, informatique...) aux industries aval (transformation, commerce). Elle devient débouché et matière première d'un énorme complexe agro-industrialo-financier, désormais mondialisé. Cette agro-industrie emploie un tiers de la main-d'œuvre mondiale. Une étude récente de l'ETC Group décrit domaine par domaine le degré de concentration qui caractérise le secteur agro-industriel². Quatre entreprises semencières contrôlent près de 60 % du marché mondial de semences brevetées. Dans l'agrochimie, quatre entreprises (qui vendent aussi des semences) commercialisent 70 % des

-
1. On date généralement l'ère du développement du discours sur l'état de la nation que prononça Harry Truman, président des États-Unis, le 20 janvier 1949.
 2. ETC Group, « L'alimentation mondiale entre le marteau et l'enclume : de sombres inversions ou des données massives ? », communiqué n° 116, septembre 2018. Cf. également ETC Group, *Qui nous nourrira ? Le réseau alimentaire paysan et la chaîne alimentaire industrielle*, ETC Group, Val-David, 2017, 3^e éd.

produits chimiques utilisés dans l'agriculture (herbicides, pesticides, fongicides). En matière de fertilisants, dix firmes contrôlent près de 60 % du marché mondial. Six entreprises vendent 65 % du matériel agricole. Quatre entreprises commercialisent 58 % des produits vétérinaires. En ce qui concerne l'élevage industriel, trois firmes contrôlent l'ensemble de la filière avicole, et trois autres, la filière porcine. Les matières premières agricoles sont commercialisées par six grands groupes qui contrôlent toute la chaîne, de la production à la commercialisation, d'une grande variété de produits. Une dizaine de groupes dominant le marché des aliments et boissons transformés. Depuis quelques années, les consolidations entre groupes se renforcent et les frontières entre les différents domaines tendent à disparaître. C'est ainsi que les entreprises d'engrais prennent des parts dans les firmes de semences, que les fabricants de machines agricoles passent des accords avec les industries de produits agrochimiques et tous convergent vers les plates-formes big data de l'agriculture numérique. Face à cette domination des géants de l'agrobusiness, une des premières industries mondiales, les capacités de contestation, de négociation, de remise en cause sont très faibles.

Cette industrialisation s'est faite d'une manière inégale. Les recherches ont été menées principalement dans et par les pays du Nord. Sur le terrain, l'accès à ces techniques est très différencié. On estime que sur une population active agricole de 1,3 milliard, un peu plus de 2 % sont équipés de tracteurs, 250 millions de paysans travaillent en traction animale et 1 milliard travaillent à la main. Les produits chimiques sont plus répandus, grâce à la révolution verte, puisque 800 millions de paysans les utilisent, souvent en lien avec des semences modifiées. Parmi les premières entreprises de l'agroalimentaire, la très grande majorité ont leur siège en Amérique du Nord ou en Europe de l'Ouest. Il y a quelques exceptions : la Chine est première dans la vente de produits chimiques et deuxième pour les machines agricoles, le Brésil est quatrième dans la vente d'aliments transformés et de boissons et quatrième dans la transformation de viande, l'Inde est sixième dans les produits chimiques et dans la machinerie agricole. Depuis quelques années, les pays du Sud, qui subissent toujours les politiques de développement des États et des agences de développement nationales et internationales qui visent à « moderniser » l'agriculture, accueillent de nouveaux acteurs. L'Afrique, qui n'a pas connu de révolution verte et où les milieux naturels ont été le moins dégradés, est l'objet de toutes les attentions. Pour faire face au changement climatique, la FAO a lancé « l'agriculture climato-intelligente » menée par la Global Alliance of Climate-Smart Agriculture qui regroupe des institutions, des États et des multinationales, dont Yara, leader mondial d'engrais chimiques, et Danone. L'agenda caché de cette initiative est explicité dans

un rapport coordonné par Attac France et la Confédération paysanne en 2005 : « Par l'intermédiaire d'expertises techniques, de l'utilisation des big data, des dernières innovations technoscientifiques de mesures d'émissions ou de stocks de CO₂ (le tout générant principalement des revenus pour des cabinets d'études privés), vont être promues des pratiques et variétés culturales à hauts rendements, tolérantes à des herbicides ou aux sécheresses : les biotechnologies et le génie génétique sont mis en avant pour leurs effets supposés positifs sur la sécurité alimentaire et l'adaptation aux dérèglements climatiques³. » L'Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA) fondée en 2006 par la Fondation Rockefeller et la Fondation Bill et Melinda Gates avance également masquée. Alors que son objectif affiché est d'accroître la production et les revenus des petits producteurs africains, dans la réalité il s'agit d'implanter en Afrique un modèle industriel d'agriculture. JVE Ghana et l'association GRAIN dénoncent dans une tribune publiée en 2009 les méthodes utilisées : « Pressions sur les agriculteurs pour l'utilisation intensive des engrais chimiques, lois qui criminalisent les semences paysannes, privatisation des terres, course à la mécanisation, semences hybrides et monocultures [...] sont entre autres les systèmes et pratiques agricoles encouragés par la "révolution verte" sur le continent⁴. » Nous sommes toujours dans le même schéma consistant à mettre en place des solutions techniques qui, en passant, permettent aux entreprises et aux experts qui les conçoivent d'en tirer un bénéfice.

Pourtant, le mode de production agricole industrialisé, loin de répondre aux objectifs affichés, a eu des conséquences désastreuses et devrait éviter de s'ériger en modèle.

Sur le plan écologique. Selon la FAO, un tiers des sols sont actuellement dégradés du fait de la perte de nutriments, du tassement, de la salinisation, de l'érosion. Au cours du xx^e siècle, les trois quarts de la biodiversité cultivée ont disparu, 70 % de l'eau douce est utilisée par l'agriculture intensive. Enfin, les pollutions des sols, de l'eau, de l'air, des mers sont considérables avec la disparition concomitante de milliers d'espèces de plantes et d'animaux parfois de manière irréversible. L'agriculture productiviste n'est pas la seule responsable mais l'agressivité des méthodes utilisées (déforestation, machines agricoles de plus en plus grosses, forçage des plantes et des animaux, utilisation de produits toxiques, irrigation à grande échelle)

3. M. Combes, S. Guichard, J. Riffaud et G. Azam, « La "climate smart agriculture" : une agriculture livrée à la finance carbone et aux multinationales », Attac France/Confédération paysanne, mars 2015, p. 6.

4. JVE Ghana et GRAIN, « L'AGRA entérine et consolide les crises climatiques d'aujourd'hui et de demain », 5 septembre 2019, <www.grain.org>.

est un facteur majeur d'explication. Le système agro-industriel dans son ensemble (déboisement, production agricole, transport, transformation, réfrigération, gaspillage alimentaire) produit entre 44 et 57 % des gaz à effet de serre, par utilisation de combustibles fossiles et destruction de la matière organique des sols.

Sur le plan alimentaire. Il est incontestable que les quantités produites ont considérablement augmenté. Depuis 1960, dans le monde, les productions de riz et de blé ont été multipliées par trois, celle de maïs par cinq. Pourtant le système ne réussit pas à nourrir correctement l'humanité puisque près d'un milliard d'habitants de la planète ne mangent pas à leur faim ou le font mal, et plus d'un milliard souffrent d'obésité. Nourrir n'est pas l'objectif premier du système agroalimentaire, son seul objectif est de réaliser des profits. Si une céréale rapporte davantage en étant transformée en agrocarburant ou en aliment pour bétail plutôt qu'en nourriture pour les humains, les multinationales n'hésiteront pas. En fait, actuellement encore dans le monde 75 % de la nourriture est produite par des petits paysans sur 25 % des terres.

Sur le plan sanitaire. Les problèmes de santé sont également innombrables : listeria, salmonellose, intoxications chimiques, cancers, maladies neuro-végétatives, baisse de la fertilité masculine... L'explosion, ces dernières années, d'affections chroniques comme le diabète ou les maladies cardio-vasculaires, est en grande partie due à une alimentation produite industriellement⁵. Il est probable que la déforestation massive, la destruction des habitats d'espèces sauvages, les concentrations sans précédent d'animaux dans les élevages industriels, les déséquilibres créés dans les écosystèmes soient à l'origine de la multiplication des zoonoses et de virus issus du monde animal (sida, ESB, Ebola, SRAS, H1N1, Covid-19...). La combinaison des problèmes de santé des populations des pays industrialisés et des agressions contre les milieux naturels s'est révélée particulièrement mortifère lors de la pandémie de Covid-19. Dernièrement, les multinationales de l'agrochimie et de la pharmacie ont multiplié les fusions et les alliances à l'exemple du rachat de Monsanto par Bayer. Autant contrôler l'ensemble de la chaîne : de l'origine de la maladie à sa guérison. Si finalement un vaccin contre la Covid-19 est trouvé, ce sera le « casse » du siècle !

Le processus d'industrialisation de l'agriculture a fait disparaître les sociétés paysannes, en particulier en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord où la population active agricole s'est effondrée et où les paysans ont été transformés en agriculteurs. À l'échelle du monde, c'est là où le

5. Cf. les analyses du Réseau environnement santé, <www.reseau-environnement-sante.fr>.

développement n'a pas pu être mené à son terme que les paysans ont survécu. Rappelons que pour tout économiste qui se respecte un pays développé est un pays sans paysans.

DE L'AUTONOMIE DES PAYSANS À L'HÉTÉRONOMIE
DES AGRICULTEURS

La modernisation agricole a produit des bouleversements considérables dans les sociétés humaines. On a pu parler d'un « basculement civilisationnel ». Le recentrage de la vie sociale sur le monde urbain qui se traduit, depuis 2007, par un dépassement de la population urbaine par rapport à la population rurale a considérablement modifié les modes de vie, l'organisation spatiale des territoires, les priorités, les valeurs.

Les paysans sont devenus agriculteurs, exploitants agricoles, agrimateurs, et l'image même du paysan s'est vue dévalorisée, voire niée ou récupérée, à de fins de folklore ou de publicité. Dans cette « métamorphose », la technologie joue un rôle central. En effet, pour imposer le modèle agricole modernisé il a fallu concevoir des stratégies propres à affaiblir le monde paysan. Elles ont visé dans un premier temps à dévaloriser et dénigrer leurs savoirs et savoir-faire. Tout le monde s'y est mis, y compris les intellectuels qui ont raillé le caractère rétrograde et routinier de paysans hostiles à la modernisation. Parallèlement, les États ont mis en place des législations destinées à casser toute résistance. Le cas français est particulier puisqu'il voit s'unir autour d'une nouvelle génération modernisatrice (celle de la Jeunesse agricole catholique), l'Église, l'État, les syndicats agricoles, les chambres d'agriculture, les instituts de recherche et les banques. Les lois agricoles qui se succèdent en France réglementent et vident les campagnes de leurs paysans. Les savoirs partent avec les « vieux » qui sont marginalisés, la transmission familiale disparaît au profit de la compétence qui ne pourra être acquise que dans des institutions créées *ad hoc* ou au travers de techniciens agricoles. La recherche déserte les champs et s'ancre dans des laboratoires où officient agronomes, chimistes, biologistes, ingénieurs, informaticiens... Victor Manuel Toledo souligne la richesse des savoirs paysans dans des domaines aussi divers que la géographie, la physique, la chimie, la biologie ou la botanique⁶. Par comparaison, l'échange entre une animatrice et des agriculteurs dans une « réunion phyto » qui se tient en Beauce et que

6. V. M. Toledo, « La racionalidad ecológica de la producción campesina », dans E. Sevilla Guzman et M. González de Molina (dir.), *Ecología, campesinado e historia*, Las ediciones de la Piqueta, Madrid, 1993, p. 197-218.

transcrit Gatien Elié est édifiant⁷. Il n'y est question que de risque, de rentabilité, de réglementations, de marques de produits... Pour l'auteur, ces agriculteurs « acceptent d'autant mieux les risques qu'ils ont l'aval de la science et de la loi ». Comme l'écrit Maxime Prével, « le savoir propre aux créations technoscientifiques commercialisées à la campagne contribue à renforcer l'hétéronomie des agriculteurs dans la mesure où ces derniers ne sont pas à même de confronter la parole des vendeurs à une expérience issue d'une longue tradition⁸ ».

Sur le plan agronomique. Le bouleversement est total. Dans l'agriculture traditionnelle, les principales sources d'énergie sont le soleil, parfois le vent, le travail humain et animal. Il s'agit d'éléments naturels endogènes, en grande partie maîtrisables à partir des connaissances accumulées au cours des siècles. L'animal de trait était élevé et nourri à l'intérieur de la ferme. Désormais tout viendra de l'extérieur et principalement du marché : l'énergie (principalement fossile), les engrais, les pesticides, les semences, les aliments pour bétail, les produits vétérinaires, les équipements. Les agriculteurs ne maîtrisent aucun de ces intrants. Ils n'ont aucune prise sur les coûts de l'énergie, ils ne connaissent pas les contenus des produits qu'ils utilisent, ils ne contrôlent pas les maladies que ces mêmes produits induisent, ni les maladies induites par les systèmes d'élevage industriels. Quant aux équipements, leur sophistication croissante ne permet plus d'intervenir sur leurs usages ou leurs dysfonctionnements.

Sur le plan économique. La dépendance aux industries d'intrants et à leurs conseillers se double d'une augmentation sans précédent de l'endettement. Celui-ci est accentué par la baisse tendancielle des prix agricoles, conséquence de forts rendements et de la concurrence mondiale. Cette dépendance des banques est accentuée par l'effet de réglementations et de normes imposées par les États en matière d'hygiène, de bâtiments agricoles, de matériel, qui conduisent à des coûts supplémentaires. La transformation de l'agriculture en un maillon dans la chaîne agro-alimentaire fragilise considérablement les agriculteurs dans leurs prises de décision. S'ils travaillent sous contrat pour une entreprise, ils sont assimilables à des salariés tant ils se voient retirer tout pouvoir. Leur très grande dépendance à l'égard de marchés sur lesquels ils n'ont aucune prise les confine dans un rôle subalterne. Ce sont les transformateurs et les négociants qui vont déterminer leur production et ses conditions ainsi que les prix, quand ce n'est pas la Bourse. Dans un système agro-alimentaire mondialisé dominé par quelques firmes, leur pouvoir de négociation est quasiment

7. G. Elié, *La plaine*, Éditions Amsterdam, Paris, 2018, p. 71-86.

8. M. Prével, « Le productivisme agricole », *Études rurales*, n° 181, 2008, p. 121.

nul. Et, comble des paradoxes, ces agriculteurs ne produisent plus leur propre alimentation. Ils consacrent dans la majorité des cas leurs terres et leurs bâtiments à des produits (souvent des monocultures) destinés au marché.

La dépendance aux États est aussi très forte. Dans les pays industrialisés, ceux-ci ont toujours étroitement contrôlé l'agriculture par un arsenal législatif, par des politiques d'orientation adaptées aux évolutions économiques, par des réglementations, des mises aux normes et des obligations d'hygiène, par une politique de la recherche publique exclusivement destinée à renforcer l'agriculture industrielle, par la signature de traités internationaux. Les budgets des États ou des regroupements d'États (Union européenne) ont un poids énorme dans les choix de production et de commercialisation. Les agriculteurs sont prisonniers d'une machine bureaucratique qui les suit pas à pas. L'attribution de subventions, les politiques fiscales vont toutes dans le même sens, celui d'un renforcement de l'industrialisation de l'agriculture. Pour Xavier Noulhianne : « C'est l'État qui nourrit, ce ne sont plus les paysans. Car une "production agricole" ne devient "alimentation" que si elle est passée par toutes les étapes de certification, du respect des réglementations (sanitaires, commerciales, environnementales), si elle a consommé des pesticides et des engrais chimiques, si elle a subi de la transformation alimentaire, si elle est passée par des réseaux de distribution⁹. » À toutes ces étapes, l'État intervient d'une manière ou d'une autre. La recherche publique a été entièrement consacrée à renforcer ce modèle fondé sur le rendement et le marché. Il ne s'agit cependant pas d'une spécificité capitaliste. L'Union soviétique, la Chine, Cuba ont connu un interventionnisme constant destiné à développer les techniques agricoles pour accroître les rendements et exporter, parfois au prix de véritables catastrophes comme les famines soviétiques dans les années 1930 (7 millions de morts) ou chinoises dans les années 1960 (58 millions de morts). Rappelons que les principales victimes de ces hécatombes furent les paysans eux-mêmes. Moins grave, mais néanmoins avec d'importantes conséquences sur le plan alimentaire pour l'ensemble de la population, fut pour Cuba, dans les années 1970, la « bataille perdue des 10 millions » de tonnes de sucre.

Même l'agriculture biologique, que l'on pourrait supposer plus indépendante puisqu'elle nécessite moins d'intrants externes, est strictement réglementée et en voie d'industrialisation. Un des biais est précisément la fascination technologique qui est restée prégnante dans le processus de

9. X. Noulhianne, *Le ménage des champs. Chronique d'un éleveur au XXI^e siècle*, Les éditions du bout de la ville, Le Mas-d'Azil, 2016, p. 192.

modernisation de l'agriculture. L'exemple de l'agroécologie est illustratif. Née dans les années 1980 en Amérique latine, cette démarche propose une vision multidimensionnelle de l'agriculture. Celle-ci doit être appréhendée d'un point de vue agronomique certes, mais elle fait appel à l'ensemble des sciences humaines et s'inscrit dans une vision politique. Reprise par l'appareil institutionnel (États, organisations internationales, instituts de recherche, ONG), l'agroécologie a été réduite à sa dimension technico-agronomique. De multiples associations et organismes ont été créés dans le monde afin de diffuser des pratiques techniques en tous genres : permaculture, non-labour, agriculture régénérative, de conservation... tels des catalogues de recettes vidés de tout contenu social et politique. Alors même que cette démarche est supposée changer le modèle dominant, c'est par la seule approche technique qu'est pensé ce changement. Il semblerait que le processus de « refoulement de la mémoire paysanne¹⁰ » soit en passe de réussir.

LES RÉSISTANCES PAYSANNES : VERS UNE RECONQUÊTE DE L'AUTONOMIE

Tout au long de leur histoire, les paysans ont résisté contre les forces qui visaient à les anéantir. Que ce soit par la ruse, les révoltes, les révolutions, tous les moyens ont été utilisés pour continuer à exister en tant que paysans. On est alors en droit de se demander si le piège de la modernité dans lequel ils sont tombés n'a pas eu raison d'eux. Pour John Berger : « La vie du paysan est une vie entièrement consacrée à la survie. C'est peut-être la seule caractéristique qui soit partagée pleinement par les paysans de partout. Leurs outils, leurs cultures, leurs sols et leurs maîtres peuvent être différents, mais qu'ils travaillent au sein d'une société capitaliste, féodale, ou à l'intérieur d'autres sociétés dont la nature n'est pas facilement définissable, qu'ils cultivent le riz à Java, le blé en Scandinavie ou le maïs en Amérique du Sud, quelles que soient les différences de climat, de religion, d'histoire, la paysannerie de partout peut se définir comme une classe de survivants¹¹. »

La diminution drastique du nombre de paysans semblait signer, à plus ou moins long terme, la mort de la paysannerie. Des modélisations futuristes dessinaient et dessinent toujours (on parle d'agriculture connectée) un mode agricole de plus en plus technologique où les agriculteurs ne seraient que de simples presse-boutons.

10. M. Prével, *L'usine à la campagne*, L'Harmattan, Paris, 2007, p. 279.

11. J. Berger, *La cocadrille*, Seuil, Paris, 1996, p. 225.

C'est dans les années 1990, au moment où on les attendait le moins, qu'ont surgi de « nouveaux mouvements paysans ». Le plus emblématique est Via Campesina, premier mouvement international de petits paysans, paysans sans terre, travailleurs agricoles, peuples autochtones, femmes rurales et pêcheurs. C'est la première fois dans leur histoire que les paysans sont organisés à l'échelle internationale. C'est aussi le premier mouvement social au monde avec 200 millions de membres issus de 81 pays et regroupant 182 organisations. Ce sont tout naturellement les paysans du Sud qui sont le plus représentés. Leurs revendications et leurs luttes ne sont pas corporatistes mais éminemment politiques. Leur objectif central est de refuser l'avenir qu'on leur promet : devenir agriculteurs ou émigrer vers les villes ou les bidonvilles. Il s'agit pour ces paysans de renouer avec leur mission nourricière et de retrouver une autonomie au sens large. C'est dans cette optique qu'ils luttent pour l'accès à la terre et à l'eau, qu'ils mettent en place des réseaux de semences paysannes, qu'ils réclament une souveraineté alimentaire¹² et technologique.

Les stratégies développées pour recouvrer la maîtrise des pratiques culturelles sont multiples. Elles passent tout d'abord par la récupération des savoirs et savoir-faire. Ceux-ci, on l'a vu, ont été dénigrés, niés. La permanence de connaissances paysannes est inversement proportionnelle à l'avancée de la modernisation. Les peuples autochtones sont ceux qui ont vraisemblablement conservé le plus de savoirs traditionnels, mais les dégâts n'en sont pas moins là. Les Zapatistes, qui sont des peuples mayas, avouent peiner souvent à retrouver les pratiques de leurs ancêtres. C'est généralement par un travail collectif que les savoirs et savoir-faire renaissent et se transmettent. Ainsi, Gary Paul Nabhan parti, cinquante ans plus tard, sur les traces du botaniste russe Nikolai Vavilov, relate comment, dans différentes parties du monde, des peuples ont réussi à préserver leurs semences, leurs plantes, leurs traditions culinaires et par là leurs agroécosystèmes menacés par la modernisation et le changement climatique, en multipliant les échanges, les essais, la constitution de banques de semences locales¹³.

12. La *souveraineté* alimentaire est à distinguer de la *sécurité* alimentaire. Celle-ci, proposée par les organisations internationales, « existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ». Alors que « la souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures produites à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles ». Cette notion a été apportée pour la première fois, par Via Campesina, au contre-sommet de la FAO de 1996.

13. G. P. Nabhan, *Aux sources de notre nourriture. Sauver la biodiversité pour nourrir le monde*, Éditions Nevicata, Bruxelles, 2010.

C'est ce que font aussi les réseaux de semences paysannes qui se sont développés dans le monde. Ils récupèrent semences et savoirs afférents, organisent des rencontres et des formations, diffusent leurs pratiques dans l'ensemble de la société, se connectent les uns aux autres¹⁴. Ils résistent efficacement à la privatisation et aux brevets sur le vivant, ils échangent des connaissances autour des plantes, de leurs cultures, de leurs usages. Ils défient les législations nationales et internationales qui voudraient empêcher les paysans de produire leurs propres semences et s'autonomisent des quelques multinationales semencières qui entendent disposer du monopole d'inonder la planète de leurs semences modifiées. C'est dans le même esprit que les paysans se sont levés contre les organismes génétiquement modifiés (OGM) et leurs avatars qui signaient définitivement la fin de l'autonomie paysanne en matière de semences. Pour répondre à la perte de biodiversité cultivée, la FAO, par l'intermédiaire du Global Crop Diversity Trust, et le gouvernement de Norvège ont construit la réserve mondiale de semences du Svalbard, une forteresse souterraine, sise sur l'île de Spitzberg, capable de stocker plus de 4 millions de semences dans le permafrost. Elle en contient actuellement un peu plus d'un million. On est face ici à des stratégies qui visent le même objectif : préserver les cultures vivrières de l'humanité, mais qui s'opposent dans la méthode. Dans le cas de Svalbard, il s'agit de la construction technologique et coûteuse d'un bunker. L'inconvénient majeur de ce dispositif est le maintien des semences *ex situ*, sans garantie qu'après décongélation elles soient adaptées aux conditions environnementales. La proposition des paysans a un coût quasiment nul et présente l'avantage, comme l'a montré Vavilov et comme le démontrent quotidiennement les réseaux de semences paysannes, de faire vivre les semences et les savoirs qui les accompagnent dans les champs, ce qui est la seule manière d'assurer leur pérennité et, à terme, de garantir que l'humanité puisse se nourrir.

En matière de fertilisation des sols et de lutte contre les différentes attaques que subissent les cultures, les paysans et paysannes ont aussi souvent renoué avec des savoirs anciens (c'est le cas de la biodynamie), mais partout des expériences sont menées dans les champs avec échanges de savoirs afin de se passer des intrants de l'agrochimie : compostage, bio-fertilisants, lombriculture, préparations à base de plantes, association de cultures... avec souvent une articulation entre pratiques anciennes et innovations. Il convient de rappeler que la plupart du temps, en particulier lorsqu'il s'agit d'utiliser des plantes comme substitut aux produits chimiques, les

14. Voir par exemple pour la France le site du Réseau Semences paysannes : <www.semencespaysannes.org>.

interdits pleuvent. Ce moyen utilisé par les paysans de s'affranchir des multinationales de la chimie et du marché ne rentre pas dans les politiques des États, grands protecteurs des intérêts industriels.

La question des outils et des équipements est complexe. Jusqu'au siècle dernier les paysans avaient une certaine maîtrise de leurs outils, ils travaillaient souvent avec les artisans pour parfaire tel ou tel instrument de travail. Les musées ethnographiques du monde entier alignent les vitrines qui témoignent de l'inventivité des hommes et des femmes pour trouver les outils adaptés aux tâches qui étaient les leurs, chacun avait une fonction et un nom dans la langue vernaculaire. La mécanisation et la motorisation ont rendu ces outils obsolètes. C'est ce qu'écrit Jean Garneret : « La logique du travail mécanisé rend vains les apprentissages et les secrets professionnels des artisans, des faucheurs. Piochage, sarclage, échardonnage, jardinage même, les voilà inutiles, nuisibles peut-être. On vivait presque sans sous parce qu'on n'en avait pas besoin, aujourd'hui seul comptera l'argent, la machine l'impose. On a de plus en plus besoin d'argent, d'hommes de moins en moins¹⁵. »

On ne peut nier que la motorisation, qui a soulagé la pénibilité de certains travaux et augmenté les rendements, est souvent vécue comme incontournable. Il n'en est pas moins vrai que souvent le suréquipement favorisé par des politiques de crédit et d'allègement d'impôts *ad hoc* pèse lourdement dans l'endettement de la paysannerie. Celle-ci va essayer de diminuer cette charge de plusieurs façons : création des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA), achat d'équipements d'occasion. Certains vont plus loin et l'on assiste à un retour de la traction animale qui assure une plus grande autonomie. En parallèle, les chantiers d'adaptation et d'autoconstruction de matériel se multiplient. C'est le travail qui se fait en France avec l'aide de l'Atelier paysan qui conçoit, en lien étroit avec des paysans, des plans et des machines qui peuvent être construites avec les intéressés, sont adaptées aux tâches requises, peuvent être réparées et dont le coût n'est pas trop lourd. On peut ici faire une parenthèse sur la question de la réparation. En effet, comme pour d'autres matériels, les machines agricoles ont été longtemps réparables. Ce n'est plus le cas avec des machines de plus en plus numériques sur lesquelles les paysans n'ont plus aucune prise. L'entrée dans ce qui est appelé l'« agriculture connectée » vient renforcer cette hétéronomie. Mais même dans ce domaine des résistances s'organisent. Le collectif « Faut pas pucer » s'oppose, y compris physiquement, au puçage électronique des animaux, vécu comme une forme de dépossession des savoirs des bergers et d'industrialisation de l'élevage.

15. J. Garneret, *Vie et mort du paysan*, L'Harmattan, Paris, 1993, p. 65.

Cette recherche d'autonomie technologique s'est souvent faite en compagnonnage avec d'autres acteurs sociaux : des agronomes en désaccord avec les orientations de la recherche dominante, des ingénieurs, des mouvements sociaux (ce fut le cas, en France, des faucheurs contre les OGM), des associations, des collectifs. Dans plusieurs régions du monde, et en particulier en Amérique latine, des écoles paysannes se sont mises en place, des méthodes de travail également. Les paysans et les paysannes ont toujours expérimenté dans leurs champs et échangé leurs découvertes (sans brevet!), mais parfois une systématisation est nécessaire. C'est ainsi que s'est constitué en Amérique centrale le mouvement Campesino a Campesino (Paysan à paysan) qui permet à des groupes de paysans de différents pays de se rencontrer et d'échanger des pratiques culturelles réussies. Parfois, les échanges entre paysans et paysannes prennent le chemin des réseaux sociaux et d'innombrables groupes informels se constituent qui, du champ à l'ordinateur, se transmettent des techniques, des moyens de faire face aux problèmes qu'ils rencontrent dans leur travail.

Mais faire la part des techniques qui peuvent être utiles et de celles qui sont néfastes n'est pas chose aisée, surtout dans un environnement social qui ne cesse de vanter les mérites de la technologie. On peut sérier quelques-uns des avantages et des inconvénients des technologies utilisées dans l'agriculture. La première remarque est que la philosophie générale de l'industrialisation de l'agriculture est de se passer ou de contourner les contraintes naturelles pour accroître la productivité, tout le reste est considéré comme secondaire. Le forçage de la terre, des plantes et des animaux est à la source de la « chimisation » (engrais, pesticides) et de la génétique. Échapper aux aléas climatiques justifie aussi la chimie, les serres et la génétique. Entrent dans la catégorie des dommages collatéraux ou même des avantages : la diminution de la main-d'œuvre, la perte d'autonomie des paysans, les dégâts environnementaux, les conséquences sanitaires, le nonaccès pour tous à une nourriture de qualité. Mais la question est rendue plus complexe par l'ambivalence de ces techniques : l'arrivée du tracteur a été considérée par un grand nombre de paysans comme un véritable progrès, même une fierté. La mécanisation et la motorisation ont été vécues comme une diminution de la pénibilité du travail même si ce n'était pas leur principal objectif. Les produits chimiques, la génétique évitent du travail. En fait, à la différence des paysans, les agriculteurs se sont enfoncés dans la recherche d'une productivité immédiate sans jamais élargir leur champ de vision au temps (qui dans l'agriculture est long) et à l'espace (les milieux vivants environnants). La perte des savoirs traditionnels joue beaucoup dans cette approche : la nature ne peut être assimilée à une usine qui demanderait une série de techniques pour la faire fonctionner. C'est ce qu'affirment les paysans de Via Campesina dans l'Appel de Djakarta,

du 13 juin 2013, où ils décrivent ce qui est pour eux l'agroécologie paysanne : « L'agroécologie paysanne est un système social et écologique qui comprend une grande variété de techniques et de pratiques ancrées dans chaque culture et chaque zone géographique. Elle élimine la dépendance aux agrottoxiques, rejette la production animale industrielle hors sol, utilise des énergies renouvelables et garantit une alimentation saine. Elle renforce la dignité, honore les savoirs paysans traditionnels et innovants, et restaure la fertilité et l'intégrité de la terre. La production alimentaire du futur doit être basée sur un nombre croissant de personnes produisant de manière plus résiliente et diversifiée. L'agroécologie défend la biodiversité, refroidit la planète et protège nos sols. Notre modèle agricole peut non seulement nourrir l'ensemble de l'humanité, mais c'est aussi le moyen d'arrêter la progression de la crise climatique grâce à une production locale en harmonie avec les forêts et les cours d'eau, enrichissant la biodiversité et retournant la matière organique dans les cycles naturels¹⁶. »

La pandémie du coronavirus qui s'est déclarée à la fin de l'année 2019 sonne comme un avertissement. Elle a rendu visibles les limites du système agro-alimentaire industriel qui tend à s'imposer à l'échelle mondiale. Les pertes de biodiversité, les monocultures, les concentrations d'animaux, sont la conséquence directe des techniques appliquées à l'agriculture et à la production d'aliments qui ont largement contribué à la destruction massive des écosystèmes. Tant qu'il n'y aura pas une remise en cause fondamentale des modes de production qui s'appuient sur le forçage et la manipulation du vivant, les pandémies continueront. Pour agir en amont, seule la mise en place, partout dans le monde, d'agricultures paysannes à faible impact écologique assurera la survie de l'humanité.

Le refus du productivisme et la mise en place d'agricultures paysannes diversifiées et nourricières ont des conséquences pour l'ensemble des sociétés. Outre les avantages sur les milieux naturels et l'emploi, sur la qualité de la nourriture, ce sont aussi des exemples d'autonomie qui peuvent s'étendre à d'autres domaines. L'agriculture est peut-être le secteur où cela est le plus aisé. En effet, les paysans ont gardé une certaine maîtrise dans leur choix en matière d'organisation du travail¹⁷, malgré les pertes de savoirs et de savoir-faire, il est possible d'en récupérer ou d'en reconstituer une partie. La maîtrise des conditions de vie est le fondement de la véritable liberté de tous les peuples du monde.

16. Cf. <<https://viacampesina.org/en/the-jakarta-call/>>, notre traduction.

17. Dans l'ouvrage *À la rencontre des paysans Nature & Progrès* (Nature & Progrès, Alès, 2017), de jeunes paysans soucieux de leur autonomie font part des expériences qu'ils mènent dans tous les domaines : production, énergie, habitat, transformation, commercialisation, faisant la preuve que cela est possible et que l'ensemble du territoire du Tarn où ils sont installés en bénéficie.

Silvia Pérez-Vitoria est économiste, sociologue et documentariste. Elle est l'auteure de plusieurs ouvrages, dont *Les paysans sont de retour* (2005), *La riposte des paysans* (2010) et *Manifeste pour un XXI^e siècle paysan* (2015), tous publiés aux éditions Actes Sud. Elle collabore aux revues *L'Écologiste* et *Nature & Progrès*. Elle enseigne dans le master d'agroécologie de l'université internationale d'Andalousie. Elle est membre de l'association La ligne d'horizon-Les amis de François Partant, <lalignedhorizon.net>.
